

Dimanche 11 Janvier 2004

## Camille de Rocca Serra intronisé par Jean Baggioni

**Hier à Corte la réunion qui se voulait « d'échange et d'information » a été l'occasion de lancer la campagne de la liste pour les territoriales**

Camille de Rocca Serra intronisé par Jean Baggioni

Hier à Corte la réunion qui se voulait « d'échange et d'information » a été l'occasion de lancer la campagne de la liste pour les territoriales

Camille de Rocca Serra et Ange Santini ont organisé, hier à Corte, en présence de Jean Baggioni, président du conseil exécutif, une réunion d'échanges et d'information avec la participation de plus de 200 élus et sympathisants au Cinéma Aprile en vue de la campagne des territoriales.

Il est revenu à Antoine Sindali, maire de Corte et conseiller territorial, de les accueillir à la tribune non sans avoir fait observer une minute de silence à la mémoire de M. Jean Bozzi, ancien député de la Corse.

"Vous êtes la vraie Corse. la seule qui compte à nos yeux, la Corse française et républicaine", a lancé Antoine Sindali à l'adresse de la nombreuse assistance avant d'expliquer les raisons de son engagement "aux cotés de Camille et d'Ange".

Parlant de clarté de choix pour la Corse il a évoqué le défi de la relève non sans avoir rendu un vibrant hommage à Jean Baggioni qui s'apprête à quitter la scène politique avec "panache".

Assis au premier rang de l'assistance Jean Baggioni est ensuite monté à la tribune soulignant que la réunion n'avait pas pour but de rentrer en campagne électorale mais

"d'expliquer pour se comprendre et éventuellement se mettre en ordre de marche."

Le président du conseil exécutif a ensuite rappelé les raisons de son retrait mûrement réfléchi avant de lancer un appel à la mobilisation au moment "ou la Corse vit des heures difficiles et graves. je vois des mariages invraisemblables, je vois se rapprocher le chat de la souris... Il faut faire échec à l'affairisme."

Jean Baggioni a indiqué qu'il avait sollicité Camille de Rocca Serra, "le meilleur le plus à même de rassembler" pour prendre le flambeau avant de parler d'Ange Santini, maire de Calvi à qui il avait demandé de constituer avec Camille le duo non sans insister : "Camille conduira la liste. C'est lui le leader régional".

« Ensemble ils vont trouver les femmes et les hommes qui constitueront la liste...», dit-il.

« Recomposer la famille libérale »

Le maire de Calvi a indiqué aussi que l'objectif de la liste sera de recomposer au 2e ou 3e tour la famille libérale.

Sans rentrer dans le détail du programme que développera la liste durant la campagne, Ange Santini a évoqué la création d'une cellule de coordination destinée à l'information pour l'accompagnement des projets des petites communes.

Pour lui la réunion de Corte était l'occasion de lancer la campagne et d'affirmer qu'il était important que la

liste soit en tête non seulement de la droite mais de l'ensemble des listes.

Après l'intervention du leader, Camille de Rocca Serra, député-maire de Porto-Vecchio, un débat s'est engagé avec les interventions, notamment, de Jocelyne Fazi et Stéphanie Grimaldi qui ont tenu à expliquer les raisons de leur choix d'être sur la liste de Camille de Rocca Serra.

« Il s'agit d'une réunion pour dialoguer avec nos amis, avec tous ceux qui peuvent se retrouver dans la ligne politique, la démarche que j'ai engagée avec Ange Santini. Il ne s'agit ni d'une réunion publique ni de programme ni de projet, c'est d'une réunion de concertation entre amis visant à recevoir de l'ensemble des élus les informations qui nous sont nécessaires pour conduire notre action.

Interrogé sur l'état des négociations pour l'élaboration de la liste, Camille de Rocca Serra a déclaré : " Ce n'est pas du tout le but de la réunion, puisque la liste est en cours d'élaboration », avant d'annoncer « que la présentation en sera faite d'ici la fin du mois ».

Les responsables de la liste conduite par Camille de Rocca-Serra avec Jean Baggioni. (Photo Mario Grazi)

Feracci Antoine / GRAZI

Mardi 3 Février 2004

## Camille de Rocca Serra en rassembleur

**Le député-maire de Porto Vecchio est conscient des clivages persistants qui affaiblissent la famille libérale. Mais il pense qu'ils peuvent être surmontés si l'on ne cède pas « aux combinaisons et aux compromissions »**

Camille de Rocca Serra en rassembleur

Le député-maire de Porto Vecchio est conscient des clivages persistants qui affaiblissent la famille libérale. Mais il pense qu'ils peuvent être surmontés si l'on ne cède pas « aux combinaisons et aux compromissions »

Le député-maire de Porto Vecchio, Camille de Rocca Serra, définit ce que pourrait être, entre morale et compétence, l'axe de la prochaine majorité qui aura à gérer les affaires de la Corse.

Votre désignation par l'UMP comme " chef de file " a créé quelques remous ; pensez-vous cependant que l'investiture vous sera accordée ?

- Je n'épiloguerai pas sur les " remous " que vous évoquez. Dans toute formation politique on peut ne pas être d'accord avec les décisions des instances dirigeantes mais, pour autant, on doit les respecter. Cependant il n'y a pas lieu de dramatiser car la situation est plus claire qu'on ne le pense. Quant à l'investiture, je pense qu'elle sera officialisée dans les tout prochains jours. Elle résulte d'une analyse approfondie de la situation politique de la Corse et de la capacité des uns et des autres à rassembler le plus grand nombre.

Lors des législatives, vous aviez fait du rassemblement de la famille libérale, un de vos objectifs. Or, celle-ci est encore divisée. N'y a-t-il pas là un risque d'échec ?

- Cette division, que je regrette, a plusieurs causes. D'abord, le mode de scrutin qui favorise la multiplicité des listes. Ensuite, l'incapacité de

certain à faire passer l'intérêt général avant leur intérêt propre. Enfin l'aptitude d'autres à concevoir ou à pratiquer des alliances au mépris de la morale politique et républicaine. Mais je suis persuadé que le rassemblement est en marche, car c'est la volonté des électeurs et d'une multitude d'élus locaux. Chacun a pu le constater lors de notre dernière réunion, le 10 janvier à Corte, à laquelle assistaient plus de cent cinquante maires, conseillers généraux et territoriaux. Il y a un besoin de clarification et je puis vous dire que le discours que mes amis et moi tenons, depuis la décision de Jean Baggioni de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat, suscite l'espoir et un engouement qui sonne par avance le glas de toutes les combinaisons et les compromissions que d'aucuns continuent à échafauder. Dans ces conditions, je suis résolument optimiste et les résultats des dernières législatives confortent ma confiance. Je sais que notre démarche répond, dans la clarté et la cohérence, à la forte attente des électeurs qui aspirent au rassemblement de tous ceux qui partagent nos valeurs.

Vous constituez une liste pour la première fois. Concilier renouvellement, notoriété, compétence, parité et origine géographique, n'est-ce pas un exercice impossible ?

- Il est évidemment complexe. Mais il ne consiste pas qu'à satisfaire aux cinq critères que vous citez.

Ce qu'avec Ange Santini nous nous efforçons de bâtir, c'est une véritable équipe qui ne soit pas la simple addition d'individualités. Une équipe

crédible - dans laquelle les femmes et les hommes de cette île s'identifient, parce que capable de prendre à bras le corps les problèmes de la Corse et de leur apporter une solution à force d'imagination et de travail. Une équipe soudée, parce que capable de servir, dans la durée, les mêmes convictions et les mêmes valeurs morales et politiques. Une équipe véritablement représentative de la Corse dans toutes ses composantes sociales et géographiques.

C'est cela qu'attendent les Corses et cela qui fera la différence. Très prochainement nous présenterons cette équipe et chacun pourra constater qu'elle porte la marque du renouveau et a vocation à constituer l'axe de la prochaine majorité qui gèrera les affaires de la Corse.

La fracture référendaire

La fracture entraînée par le référendum de juillet aura-t-elle des conséquences sur le prochain scrutin ?

- Cette consultation était essentielle. Nicolas Sarkozy a eu le mérite de poser la question, la Corse a pu ainsi s'exprimer et il convient d'en tirer tous les enseignements. Elle a opté pour la stabilité institutionnelle. Les Corses sont lassés des réformes continuelles car ils craignent qu'elles n'entraînent notre île dans une dérive dont ils ne veulent surtout pas. Pour ce qui nous concerne, nous veillerons à ce que leur volonté soit respectée. Ce débat est désormais tranché, et nombreux sont ceux qui, partisans du " non " en juillet, adhèrent à notre démarche. Il n'est pas nécessaire de cultiver une fracture supplémentaire. Il faut maintenant ne plus se préoccuper que du véritable enjeu

des élections territoriales. Durant la prochaine mandature, nous n'aurons pour seuls objectifs que de faire fonctionner au mieux la Collectivité territoriale avec les moyens considérables que lui a donné la loi de janvier 2002, et de garantir à la Corse un plein développement capable de donner à la population plus de bien-être et plus de confiance.

Dans « le sillage » de Jean Baggioni  
Vous vous placez dans le sillage de l'action conduite pendant douze ans par Jean Baggioni. Cela laisse-t-il de la place pour de nouvelles perspectives ?

- Ce qui a été fait sous la présidence de Jean Baggioni est considérable et est reconnu même par ceux qui ne sont pas ses amis politiques. La CTC est désormais en ordre de marche ;

elle est perçue par l'Etat et par l'Union européenne comme une institution responsable, gérée dans la rigueur. Sa situation financière est saine et son action a engagé la Corse sur les voies de la modernisation et du progrès. Les conditions sont désormais réunies pour faire de notre île une région prospère. La Collectivité territoriale dispose aujourd'hui de pouvoirs nouveaux et étendus qui, ajoutés à la dernière modification de la Constitution, lui permettent de concevoir un nouveau modèle de gouvernance au service des citoyens, des acteurs économiques et des élus locaux. Elle devra veiller à assurer aux jeunes la formation et l'emploi, à garantir aux zones rurales un développement durable, à donner aux activités économiques plus de moyens et de débouchés, à poursuivre la réalisation

de grandes infrastructures et à accompagner une politique sociale répondant mieux aux besoins et aux difficultés de la population. De grands chantiers restent à ouvrir. J'aurai l'occasion de dire très prochainement quelles sont nos ambitions pour la Corse et notre volonté de l'enraciner dans la paix qui depuis trente ans lui fait cruellement défaut. Nous sommes déterminés à mettre toute notre énergie au service de cet objectif car il répond à ce qui est aujourd'hui la préoccupation première de nos compatriotes.

Camille de Rocca Serra : « Notre démarche répond à une forte attente ».

Renucci Jacques / PISTORESI

Vendredi 13 Février 2004

## Roland Francisci soutient Camille de Rocca Serra

Roland Francisci soutient Camille de Rocca Serra

Dans un article paru dans notre édition du 27 décembre, Roland Francisci précisait qu'il ferait connaître sa position concernant les prochaines élections territoriales après avoir pris connaissance de la décision des instances nationales. Aujourd'hui c'est chose faite.

« C'est la liste conduite par Camille de Rocca Serra qui a reçu l'investiture, elle devient ainsi officiellement la liste de l'UMP, indique-t-il dans un communiqué. « Chacun comprendra aisément qu'en ma qualité de secrétaire départemental de la Corse-du-Sud, c'est-à-dire de représentant et de porte-parole des instances nationales, j'apporte mon soutien à cette liste et que je demande à mes amis d'en faire autant.»

« Je regrette profondément que l'UMP de Corse aille en ordre

dispersé à la bataille des prochaines élections territoriales, du résultat desquelles dépendra l'avenir de notre île. C'est pourquoi je souhaite que l'union qui, hélas, n'a pu se réaliser dès le premier tour se concrétise finalement au deuxième ou au troisième tour. Pour atteindre cet objectif auquel je m'emploierai, la campagne électorale devra se dérouler dans un climat de sérénité et un esprit de loyauté. Elle devra être exempte de querelles de personnes et de déclarations blessantes ? Pour cela, j'invite les électrices et les électeurs de l'UMP à être responsables et à se rassembler. Ils commettraient une grave erreur d'appréciation en considérant que l'adversaire se trouve sur une autre liste de la majorité présidentielle. Je demande précisément à ceux de mes amis qui pourraient être en désaccord avec mon choix de ne pas s'abstenir mais de voter pour cette autre liste

dès le premier tour. Les divisions qui existent à droite comme à gauche peuvent avoir des conséquences fâcheuses et préjudiciables ; elles risquent de faire apparaître les nationalistes comme étant la première force politique de la Corse, ce qui jetterait le trouble dans l'esprit de nos concitoyens et du gouvernement. Cette situation nouvelle serait aussi de nature à dissuader les investisseurs privés les plus audacieux, sans le concours desquels la Corse ne pourra pas se développer. Devant ce danger qui nous guette, chacun doit se comporter de façon lucide et responsable et se rappeler que le véritable enjeu des prochaines élections territoriales c'est l'avenir de la Corse. »

/ PISTORESI



**Edition de CORSE**

Vendredi 13 Février 2004

**Territoriales 2004**

## **Camille de Rocca Serra investi par l'UMP**

Territoriales 2004

Camille de Rocca Serra investi par l'UMP

Comme cela était prévisible, l'investiture de l'UMP ira au député de la Corse-du-Sud Camille de Rocca Serra.

Après avoir été désigné comme « chef de file » pour constituer une liste de rassemblement pour les élections territoriales, Camille de

Rocca Serra a obtenu, dimanche dernier lors du congrès national de l'UMP, l'investiture pour la liste qu'il conduira avec Ange Santini.

Ce choix a été validé par 90 % des militants. « Je ne suis pas surpris » a déclaré Camille de Rocca Serra. « Le chemin parcouru depuis deux mois à conduit à l'investiture de notre équipe et il y a là un message clair en direction de nos électeurs. Nous

avons constitué une équipe cohérente, composée de femmes et d'hommes compétents, expérimentés ayant une même vision de l'avenir de la Corse. Une équipe homogène qui partage les mêmes valeurs politiques et morales, engagée au service de la Corse et de la République » a-t-il ajouté.

Tous droits réservés : Nice Matin  
6270E5927D74CB25A8D90FB06B0D31EC9F4766061377363B0933CD9

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)

Vendredi 13 Février 2004

## CORSE HEBDO N° 240. Ange Santini, allié à Camille de Rocca Serra

### «J'ai envie de bousculer les choses»

CORSE HEBDO N° 240. Ange Santini, allié à Camille de Rocca Serra

«J'ai envie de bousculer les choses»

Le maire de Calvi scelle avec celui de Porto-Vecchio l'axe nord-sud. Leur complémentarité semble totale et une vision similaire de la Corse, trempée dans l'expérience, en fait les duettistes d'une liste aux couleurs de l'UMP.

En soulignant d'emblée que son engagement répond aux souhaits de Jean Baggioni, Ange Santini fait écho aux propos de Camille de Rocca Serra, aspirant lui aussi à reprendre le flambeau du président de l'exécutif qui met sac à terre.

Le changement dans la continuité, tel semble être la motivation de l'homme de Balagne. A ses yeux le doute n'est pas de mise : "Nous avons vocation à constituer le socle de la future majorité qui aura à conduire les affaires de la Corse". Propos de circonstance ? Nullement, rétorque le vice-président sortant qui affirme que "les valeurs défendues" par l'équipe sont largement partagées au sein de la population.

A ses yeux, nul doute n'est de mise : "La Corse est à un tournant", soulignant que le débat institutionnel est clos, il aspire avec ses co-listiers à "redonner espoir à nos compatriotes". Un postulat. Le remède que souhaite appliquer Ange Santini repose sur un regain de confiance, alliant une "démarche claire, lisible, et des perspectives de développement". Ce qu'il résume d'une formule lapidaire par l'urgente nécessité de fixer un cap.

Avec d'autres, il martèle que l'île est au pied du mur. Le droit à l'erreur étant banni, elle doit impérativement

maîtriser et optimiser "les compétences considérables et les moyens financiers importants dont bénéficie la Collectivité Territoriale". L'enjeu est d'une importance capitale. Il implique "un contrat clair" avec la population.

Réquisitoire

Cela interdit, sur un plan politique mais aussi moral, de "se prêter à des combinaisons hétéroclites". Voilà, sans conteste, autant de flèches décochées vers ceux qui sont accusés d'avoir "une conception particulière de la démocratie en ne condamnant pas la violence". Mais aussi en direction de ceux qui seraient prêts à emprunter une troisième voie, "aux seules fins d'accéder au pouvoir".

Point n'est besoin d'être grand clerc pour déceler que sont notamment visés les nationalistes et Paul Giacobbi. Mais sous réserve d'inventaire, il se pourrait bien que ces griefs s'adressent aussi à quelques autres. Ange Santini, selon un cliché éprouvé, peut se dire droit dans ses bottes. Lui ne fait pas dans le flou artistique, mais affiche la couleur et révèle l'objectif : "Servir la Corse dans la transparence, au mieux de ses intérêts collectifs". Voilà qui renvoie à la concrétisation d'idées majeures qui, au-delà d'un programme détaillé, décrit une philosophie générale. Sans verser dans l'énumération à la Prévert, Ange Santini en symbiose avec son équipe affiche la détermination d'épouser les grandes orientations définies par le gouvernement dans le cadre de la décentralisation. Et d'explicitier que la réforme constitutionnelle donne des pouvoirs accrus à la Région, "et lui permet de se rapprocher des citoyens". Concrètement, il aspire à

clarifier au mieux les compétences avec les départements, voire les municipalités, "faire fonctionner la conférence d'harmonisation" bref, décupler l'effort pragmatique et rationnel. Dans un climat apaisé.

Essor

Savoir qui fait quoi entre les différentes instances délibérantes n'est pas une finalité, même si le partage des rôles permet de s'extirper de la confusion et de la "politique du mille feuille", pour reprendre un mot de Jean Baggioni. Il conviendrait d'orienter une communauté vers le mieux-être, afin qu'elle quitte à jamais le peloton des régions les plus pauvres de France. Développer ? Le mot revient comme une antienne au fil des ans. Malheureusement le concept reste vœu pieux. Ange Santini ne formule pas de remède miracle cher aux marchands d'illusions. Il croit dur comme fer que "la collectivité territoriale se doit de créer les conditions de l'essor économique seul générateur d'emplois et de richesse". Voilà qui implique nécessairement des mesures adaptées. Elles engloberont les outils financiers, les dispositifs de soutien et de conseils aux entreprises, sans oublier les infrastructures. Un panel n'ignorant pas l'aspect social. En toute hypothèse, l'alter ego de "Camillou" rappelle une évidence trop souvent occultée : "L'emploi public ayant ses limites, le secteur privé doit prendre le relais". Dans cette optique, il conviendra de dynamiser l'activité touristique, impulser une politique culturelle génératrice d'emplois. Mais aussi faire appel aux nouvelles techniques de communication en les mettant au service des acteurs économiques. En

parallèle, il faudra que l'agriculture et l'environnement deviennent de véritables atouts de ce développement qui, depuis trop longtemps, joue chez nous l'Arlésienne.

Rassembler

Les idées, fussent-elles nobles, ne valent que si elles sont partagées et appliquées.

Considérant comme accessoires les turbulences liées à la désignation comme "chef de file" de Camille de Rocca Serra par l'UMP, Ange Santini ne s'attarde pas à ce qu'il pourrait aisément qualifier de querelles subalternes. Il déplore la division de la droite sans qu'elle hante pour autant ses nuits de cauchemars. Il est serein et se dit confiant dans l'épilogue des urnes. Il prend date et affirme "je suis convaincu que notre liste sera en tête le soir du premier tour". Dès lors, la stratégie est d'une simplicité biblique : "Nous

constituerons ainsi, et sans équivoque possible, l'axe autour duquel se construira la future majorité qui aura la charge des affaires de la Corse".

Puis, sans doute pour lever l'éventuel amalgame, voire l'interprétation infondée de son analyse, d'ajouter à toutes fins utiles : "Nous avons vocation à rassembler l'ensemble des forces libérales". Cette précision marque tout à la fois une volonté d'ouverture, mais en fixe aussi les limites. Pas d'alliances contre nature. Loin de lui l'idée du mariage entre la carpe et le lapin. Et de préciser sans précautions oratoires : "La Corse a besoin que se dégage une majorité claire et forte. Il ne faut pas disperser les voix, au risque de ne pas parvenir à ce résultat ou de positionner en tête les forces nationalistes".

Conscience

A ce stade de l'entretien, Ange Santini croit utile de préciser "que la liste arrivée première bénéficie d'une

prime de trois sièges et a donc légitimement vocation à constituer le pivot de la majorité". En son for intérieur il redoute pourtant les effets de la balkanisation de l'échiquier politique, illustré par le nombre pléthorique de formations en lice. Aussi, aspire-t-il que l'électorat accomplisse d'emblée "le vote utile" afin de prévenir toute déconvenue.

Puis, en forme de péroraison : "Les Corses doivent se prononcer en conscience, en toute connaissance de cause sur des orientations parfaitement ciblées et définies. C'est ce que nous leur proposons. Contrairement à certaines listes qui n'ont pour ambition que la promotion des intérêts personnels de quelques-uns".

Poletti Jean

Dimanche 22 Février 2004

## « Un contrat de confiance avec une majorité cohérente et unie

»

### La liste Rassembler pour la Corse conduite par Camille de Rocca-Serra et Ange Santini présentée hier dans le fief de Jean Baggioni : le flambeau est passé

« Un contrat de confiance avec une majorité cohérente et unie »

La liste Rassembler pour la Corse conduite par Camille de Rocca-Serra et Ange Santini présentée hier dans le fief de Jean Baggioni : le flambeau est passé

Le choix du lieu avait valeur de symbole. C'est à Ville-de-Pietrabugno que Camille de Rocca-Serra et Ange Santini ont présenté la liste territoriale baptisée Rassembler pour la Corse.

Chez lui, entouré de visages familiers, de petits gestes amicaux et de grands sourires affectifs, Jean Baggioni, président du Conseil exécutif sortant, a reçu de tous un hommage sincère que l'on pourrait résumer en quelques mots : le nom n'y est plus mais l'esprit demeure.

Il était aux premières (é) loges du restaurant panoramique Le Guaitella pour mesurer le degré d'émotion étreignant la voix de Camille, fils de Jean-Paul, au moment où le flambeau est, en quelque sorte, saisi « en même temps que le respect des valeurs et des convictions ».

« Mandature fondamentale »

Le message qu'a fait passer Camille de Rocca-Serra en prélude à la campagne est le suivant : l'édifice CTC est aujourd'hui achevé, construit sur des fondations solides et il faut maintenant le faire vivre avec ambition et humilité : « Nous voulons nous dépasser pour servir la Corse, la développer en optimisant nos moyens et l'apaiser car rien ne peut s'entreprendre sans la paix. On peut y arriver. Notre équipe est responsable et compétente pour aborder cette mandature fondamentale. Elle a été bâtie pour

avoir, à la fois, la capacité de l'adaptation et le courage de l'évaluation ». Il précise que la liste est la seule à avoir l'investiture UMP et s'engage à assurer, avec la paix et la confiance, la stabilité : « Parce que le peuple est souverain, le débat institutionnel est clos. La Corse demeure avec ses deux départements et sa collectivité territoriale au sein de la République ».

Ange Santini explique que la liste répond à un souci de solidarité territoriale dans la forme et d'entité territoriale dans le fond : « C'est avec elle que la famille libérale de la Corse montre sa force et sa cohésion ». voquant un programme « réaliste », il prend l'engagement, pour une meilleure efficacité des politiques régionales, d'organiser la concertation avec les communes et les groupements de communes, sous la forme d'une cellule chargée de faire remonter toutes les informations au cœur même du futur Conseil exécutif.

« Le socle de la future majorité territoriale »

Entre les deux hommes, une femme, bien sûr. Stéphanie Grimaldi donne une consonance féminine aux mots de cohérence et de compétence prononcés avant elle et porte l'accent sur le domaine qu'elle maîtrise par vocation le mieux, l'aménagement du territoire : « La complémentarité entre le littoral et le rural est un concept essentiel. Il y aura une politique forte et globale pour la montagne ».

Christine Guerrini, nouvelle en politique, dirige le comité régional d'information jeunesse et c'est naturellement aux jeunes qu'elle

pense en priorité : « Ils ne sont pas mauvais, ils sont bons. Donnons-leur les moyens d'être des citoyens acteurs de la réussite de l'avenir de la Corse ».

Pour Antoine Giorgi, l'équipe dont il est membre va déployer une dynamique, au sens scientifique du terme, « qui ne mettra pas la Corse en marche mais en mouvement » tandis que Jocelyne Mattei-Fazi parle d'une impulsion nouvelle à donner à la formation des hommes.

Antoine Sindali et Simone Guerrini diront leur confiance à cette liste, garante de toutes les solidarités entre les territoires et entre les générations. Que pensent Camille de Rocca-Serra et Ange Santini de la proposition de José Rossi d'une alliance au troisième tour ? : « La règle du jeu, c'est l'électeur qui la fixe. Nous, nous donnons une clarté et une lisibilité à notre démarche.

Il est bien trop tôt pour parler de partage des responsabilités. Rassembler pour la Corse a vocation d'être le socle de la future majorité territoriale ».

Lorsqu'on demande à Camille de Rocca-Serra s'il assumera la présidence de l'Exécutif en cas de victoire, il nous abandonne le soin du déchiffrement : « Je serai là où il sera le plus important d'être pour la Corse, là où j'aurai le plus d'utilité à son service ».

Les 51 candidats

1. Camille de Rocca Serra, député-maire de Porto-Vecchio ; 2. Stéphanie Grimaldi, juriste conseil en urbanisme, maire de la Porta ; 3. Ange Santini, maire de Calvi, vice-président de l'Assemblée de Corse ;

4. Christine Guerrini, directrice du CRIJ de Corse Bastia ; 5. Antoine Sindali, maire de Corte, conseiller territorial ; 6. Joselyne Mattei-Fazi, maire de Renno, conseillère territoriale, présidente de l'association des maires de Corse-du-Sud ; 7. Antoine Giorgi, maire de Serra di Ferro, conseiller exécutif, président de l'Agence du Tourisme de la Corse ; 8. Simone Guerrini, maire d'Urbalacone, conseillère territoriale ; 9. Jean-charles Martinetti, maire de Prunelli di Fiumorbu, président de la communauté de commune du Fiumorbu ; 10. Babette Stofati-Buresi, directrice d'école, Ajaccio ; 11. Jean-Claude Bonaccorsi, conseiller Exécutif, président de l'ODARC ; 12. Marie-Antoinette Brunelli, agent d'encadrement, Ajaccio ; 13. José Galletti, maire de Lucciana ; 14. Monika Scotto, chargée de mission au conseil général Haute-Corse ; 15. Jean-Jacques Panunzi, conseiller général de Tallano-Scopamène ; 16. Christaine Gori-Matteaccioli, directrice d'hôtel, Sartène ; 17. Antoine Pitti-Ferrandi, directeur de l'agence française de sécurité sanitaire environnementale, Bastia ; 18. Annie Ricci, directrice générale d'entreprise, Brando ; 19. Jean-Martin Mondoloni, chef d'établissement scolaire, Vescovato ; 20. Gabrielle Biancarelli, professeur des écoles, Porto-Vecchio ; 21. Henri Franceschi, conseiller territorial, aquaculteur, Vice-pdt de la chambre régionale d'agriculture d'Ajaccio ; 22. Corinne Angeli, directrice du centre de gestion agréé de Haute-Corse, Pancheraccia ; 23. Jean-Joseph Allegrini-Simonetti, maire d'île-Rousse, gérant de société ; 24. Pierrette Lamperti, gérante de société ; 25. Charles-Antoine Casanova, maire de Guarguale ; 26. Rose-Marie Sarrola-Ottavy, cadre territorial, Ajaccio ; 27. Ange-Claude Cherubini, chirurgien dentiste, maire de Farinole ; 28. Marie-Ange Pasqualini-Galeazzini, enseignante, adjointe au maire de Rapale ; 29. Marc Frimigacci, directeur de société, ancien maire de Cargèse ; 30. Marie-Ange Paoletti, étudiante, Tasso ; 31. Jean-Claude Galletti, maire de Pietracorbara ; 32. Chantal Connault-Leca, maire de Feliceto ; 33. Joseph Filippi, chirurgien dentiste, maire-adjoint de Levie ; 34. Marie-Claire Mariotti-Leandri, employée ducation nationale, Propriano ; 35. Pierre Guidoni, maire de Calenzana ; 36. Sylvane Retali-Bagué, employée de banque, San Martino di Lota ; 37. Paul Cesari, artisan, Tolla ; 38. Valérie Grimaldi, conseillère municipale de Vezzani ; 39. Louis Mariani, professeur de collège, Venaco ; 40. Elisabeth Bocchi-Gironi, retraitée, Bastia ; 41. Roger Simoni, cadre ANPE, maire de Figari ; 42. Xavière Zevaco-Nivaggioli, retraitée, Ajaccio ; 43. Laurent Ghionga, artisan, adjoint au maire de Corte ; 44. Françoise Bicchieray, Bastia ; 45. Mathieu Rubini, retraité, Guagno ; 46. Julie Giudicci, maire de Polveroso ; 47. Dominique Andréani, maire de Cateri ; 48. Marie-Fanny Giustiniani, médecin, artiste-peintre, Ajaccio ; 49. Jean-Toussaint Casanova, adjoint au maire d'Argiusta-Moriccio ; 50. Marie-Thérèse Grisoni, ancien 1er adjoint au maire d'Ajaccio, conseillère territoriale ; 51. Jean Jalpi, conseiller territorial, Sartène.

Rassembler pour la Corse à Ville-de-Pietrabugno : tout un symbole.

Raffaelli Jean-Marc / STONDE  
PHOTO

Mercredi 10 Mars 2004

## TERRITORIALES 2004 « La force de la clarté de notre ligne politique »

**Camille de Rocca-Serra (Rassembler pour la Corse) réfute toute stratégie d'alliance susceptible de jeter la confusion dans le débat et le trouble chez les électeurs**

TERRITORIALES 2004 « La force de la clarté de notre ligne politique »  
Camille de Rocca-Serra (Rassembler pour la Corse) réfute toute stratégie d'alliance susceptible de jeter la confusion dans le débat et le trouble chez les électeurs

Vous êtes le chef de file de la liste investie par l'UMP mais vous êtes discret à ce sujet

J'ai revendiqué cette investiture, j'en suis fier et je me félicite que pour la première fois depuis longtemps, les instances nationales de mon mouvement politique n'aient pas renoncé à faire un choix entre plusieurs listes se réclamant de lui. Ainsi, la situation est clarifiée pour tous ceux qui soutiennent l'action du Président de la République et du gouvernement.

D'autres responsables locaux de l'UMP dont José Rossi proposent une stratégie d'alliance après le 1er tour : que leur répondez-vous ?

Ma famille politique n'est pas la seule ou l'on élabore avant même le 1er tour des stratégies d'alliance. Cela est le fait d'un certain nombre de candidats qui ne se font pas d'illusions sur leurs capacités à être majoritaires à l'Assemblée de Corse et qui ont sans doute intérêt à jeter le trouble dans les esprits et la confusion dans le débat. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons aucune concertation à ce sujet avec d'autres responsables. Nous attendons que les électeurs s'expriment. Eux seuls montreront la voie à suivre. Agir autrement serait faire preuve de tromperie à leur égard.

Ça ressemble fort à une fin de non recevoir

Non, car il n'y a pas lieu de répondre

à une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Nous attendons que le plus grand nombre de Corses soutiennent notre démarche qui est sans ambiguïté : refus de toute nouvelle réforme institutionnelle, refus de tout relâchement de nos liens avec la République, refus de toute alliance avec des groupes prêts à faire passer l'intérêt particulier avant l'intérêt général. Je suis persuadé que la clarté de notre ligne politique nous rend plus forts.

Le 1er tour s'apparentant à un règlement de comptes entre partis, ne redoutez-vous pas la lassitude de l'électorat ?

Je comprends qu'il puisse être inquiet devant la multitude de listes qui va rendre plus difficile la constitution d'une majorité capable de gérer efficacement la Corse, de répondre à ses vrais problèmes, sans assouvir des faims partisans. L'avenir de la Corse est en jeu et je suis persuadé qu'avec intelligence, nos concitoyens vont confier les responsabilités régionales à des élus fidèles aux engagements que nous prenons devant eux : défendre la République en Corse ; défendre la Corse dans la République ; donner à notre île les vrais moyens de son développement, tout en l'ouvrant sur l'Europe et la Méditerranée.

La Corse serait-elle encore trop repliée sur elle-même ?

Je dirais plutôt qu'elle s'est recroquevillée sur elle-même, sur ses souffrances et sur ses peurs. Elle doit retrouver confiance et fierté, mobiliser tous ses atouts dont le moindre n'est pas sa jeunesse. Il faut retrouver dans tous les domaines, qu'ils soient culturels ou

économiques, l'esprit de conquête qui habitait nos ancêtres. Nous avons la chance de faire partie d'une grande Nation mais aussi de pouvoir associer nos efforts à ceux des autres îles d'Europe, dont la spécificité doit être reconnue. Cela a été un des grands combats de Jean Baggioni et nous voulons le poursuivre.

Vous proposez de rompre avec le « cycle infernal de la violence », n'est-ce pas un peu démagogique ?

Lors de sa visite dans l'île, j'avais posé la question au Premier ministre : la République est-elle vraiment en Corse, assume-t-elle tous ses pouvoirs régaliens pour veiller à l'égalité des citoyens ? On a aujourd'hui la réponse : l'Etat est de retour, il n'y a plus aucune compromission avec les tenants de la violence. Mais ça ne suffit pas. L'Etat ne peut pas tout faire à notre place. Les élus corses doivent accompagner le développement économique qu'on ne peut pas concevoir sans lutter contre les dérives et sans un engagement clair des élus qui doivent donner des signaux forts à la population, des repères qui restaureront la confiance perdue.

Quels signaux ?

L'essentiel est de retrouver la stabilité institutionnelle et la stabilité politique. Sur cette base forte et solide, on peut s'engager sans perdre de temps sur la voie de l'efficacité économique. Avec l'équipe motivée, compétente et intègre qui se trouve à mes côtés, nous sommes les mieux placés pour mobiliser les énergies, en associant étroitement le monde économique, social et culturel à l'élaboration des politiques régionales déclinées de façon précise et

rigoureuse dans notre projet. L'autre signal fort consistera à renforcer la cohésion sociale et les solidarités. Solidarité entre les générations, pour la santé, le logement, solidarité entre les territoires en privilégiant la proximité avec les communes. Pour libérer les initiatives et mieux répartir les aides, il y aura un cadre juridique approprié et des procédures simplifiées. Quand on prend ses responsabilités, la fatalité de l'échec n'existe plus.

Espérez-vous être en tête au soir du 21 mars ?

Les encouragements que nous recevons nous permettent de l'espérer. Aux électeurs de tout faire

pour que notre liste soit en tête, en n'éparpillant pas leurs voix, en dépassant les sympathies ou les amitiés, afin que nous soyons assez forts pour maintenir le cap au 2e tour et constituer une majorité en cohérence avec nos conceptions.

Vous avez assumé la plupart des mandats politiques et, pourtant, on vous voit d'abord comme l'héritier

Je n'ai pas reçu en héritage les mandats qui m'ont été confiés. Je me suis battu pour les obtenir et les conserver. Ce que j'ai hérité de mon père ce sont les valeurs fondamentales qu'il m'a inculquées : le respect de ses convictions, la loyauté, la connaissance et l'amour

des hommes et des femmes de Corse pour mieux les servir.

En cas de victoire, servirez-vous à la tête de la CTC ?

Fervent républicain et démocrate, je vous répondrais que c'est à l'électeur d'abord, à la majorité ensuite, de déterminer les responsabilités. Tout ce que je sais, c'est que Porto-Vecchio n'ira pas bien si la Corse ne va pas mieux.

Camille de Rocca-Serra : « restaurer la confiance ».

Raffaelli Jean-Marc / PAF

**Tous droits réservés : Nice Matin**

**557D05BD7144BD2718090250D3071119BA7C40D8329364C9D38EC1**

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)

Mardi 16 Mars 2004

## « Pour une Corse libérale et républicaine »

**C'est le credo de Camille de Rocca Serra et Ange Santini qui ont rappelé que leur liste était profondément ancrée dans la république**

« Pour une Corse libérale et républicaine »

C'est le credo de Camille de Rocca Serra et Ange Santini qui ont rappelé que leur liste était profondément ancrée dans la république

Hier après-midi, avant que ne débute son meeting au théâtre de Bastia, Camille de Rocca Serra, qui conduit la liste « Rassembler pour la Corse », a tenu une conférence de presse aux côtés d'Ange Santini, Stéphanie Grimaldi, Antoine Giorgi, Christine Guerrini et José Galetti.

D'emblée, le député-maire de Porto-Vecchio a réaffirmé que « la Corse avait besoin de stabilité politique ».

« C'est pour cette raison que nous sommes aujourd'hui en lice, nous qui avons la certitude d'être les seuls à pouvoir refonder notre famille politique et à faire triompher une certaine idée de la Corse, libérale et républicaine ».

Après avoir annoncé que « José Rossi avait été suspendu de l'UMP » ( voir ci-dessous ) et que la liste qu'il mène à cette élection territoriale est donc la seule à pouvoir se prévaloir de l'investiture de ce parti politique, Camille de Rocca Serra a rendu

hommage à l'action déterminée de Jean Baggioni, présent à cette conférence de presse.

« Aujourd'hui, plus personne ne doit être dupe. Dès lors, il faut choisir des hommes et des femmes qui, par leurs compétences, leur intégrité et leur engagement, sont capables d'assumer d'importantes responsabilités au sein de la Collectivité territoriale de Corse ».

« Aussi, oubliant les amitiés et les sympathies, il faut permettre la constitution d'une vraie majorité régionale, cohérente et unie, en rejetant ceux qui ne rêvent que de combinaisons hétéroclites, lesquelles se révéleront très rapidement peu fiables et stériles, sinon dangereuses ».

« Un message clair »

Camille de Rocca Serra veut délivrer « un message clair à la nation qui, parfois, doute de la Corse et de sa volonté de demeurer arrimée à la République ».

Et de préciser avec conviction : « Sachez qu'avec nous, il n'y aura pas de confusion des genres ».

Pour sa part, Ange Santini a martelé haut et fort : « Notre équipe se

présente dans la clarté de ses conceptions politiques, de ses objectifs et de son projet pour la Corse ».

« Elle a l'ambition de mettre en œuvre une nouvelle forme de gouvernance et de redonner confiance en facilitant les démarches aux acteurs économiques en associant les décideurs locaux à l'élaboration des politiques. Notre équipe est également forte de l'immense capital d'expérience et de confiance engrangé par Jean Baggioni dont elle veut poursuivre l'œuvre et l'action positive ».

Et de conclure : « Profondément ancré dans la République française, notre liste propose un contrat de confiance, apte à redonner à notre société insulaire un véritable espoir ».

Camille de Rocca Serra aux côtés de José Galetti, Stéphanie Grimaldi, Ange Santini, Christine Guerrini et Antoine Giorgi, hier à Bastia. (Stonde Photo)

Croce Jean-Baptiste

Lundi 22 Mars 2004

## **Les élections territoriales en Corse**

### **Une journée sereine pour Camille de Rocca Serra**

Les élections territoriales en Corse  
Une journée sereine pour Camille de Rocca Serra

« Raisonnablement confiant », c'est dans cet état d'esprit que Camille de Rocca a entamé hier matin cette journée de premier tour.

En tant que président du bureau centralisateur au groupe scolaire Joseph-Pietri, le député-maire a procédé à 8 heures à l'ouverture du scrutin, avant de laisser la place à son suppléant.

Il devait ensuite revenir vers 11 heures, en compagnie de son épouse, Mathilde, et de leurs enfants, Jean-Paul et Gabrielle. A la mi-journée le taux de participation avoisinait les 30 %, une tendance conforme à la situation régionale qui semblait satisfaire le leader de la liste

Rassembler pour la Corse.

Dans le bureau centralisateur, comme dans les autres de la commune, l'ambiance était à la décontraction. Camille de Rocca Serra échangeait ainsi ses impressions avec ses partisans, mais aussi avec des Portovecchiais présents sur d'autres listes ou candidats aux cantonales.

Dans l'après-midi, le député-maire allait faire le tour des huit bureaux de sa commune, pour s'assurer du bon déroulement du scrutin et saluer assesseurs et électeurs.

En fin de journée la participation avoisinait 64 % aux territoriales et 61 % aux cantonales. Camille de Rocca Serra allait alors présider au dépouillement du bureau centralisateur qui lui est généralement très favorable.

Une longue soirée s'annonçait alors, marquée par les appels sur les portables et les résultats des différents bureaux et communes voisines qui arrivaient au fil des minutes. Comme tous les autres candidats et les nombreux électeurs rassemblés au groupe scolaire. Camille de Rocca Serra attendait avec impatience les premières estimations régionales prévues pour 20 heures.

Camille de Rocca Serra a voté au bureau centralisateur. (Photo Pierre Claverie)

Ciabrini Pierre / CLAVERIE

Lundi 22 Mars 2004

## **Les élections territoriales en Corse**

# **Camille de Rocca Serra vire en tête tandis que la gauche progresse**

Les élections territoriales en Corse  
Camille de Rocca Serra vire en tête  
tandis que la gauche progresse

Comme au plan national, la gauche  
marque des points en Corse mais il  
lui sera difficile de s'unir. Quant aux  
nationalistes

ils occupent la troisième place du  
podium du premier tour

Deux interrogations constituaient  
l'essentiel des échanges autour des  
bureaux de vote : la participation  
serait-elle importante ? Et combien  
de listes franchiraient la barre de  
survie des 5 % ?

Pour la participation, on a été édifié  
peu après la clôture des bureaux de  
vote. Record de France ! 72 % de  
participation, un résultat qui n'est pas  
forcément un signe de bonne santé  
démocratique. En effet, avec 19 listes  
en présence, les Corses ont été  
saturés de promesses et de  
programmes. Mais 19 listes, cela fait  
369 candidats. Alors, peu importe  
l'éparpillement des tendances en  
sensibilités secondaires : chaque  
électeur connaît au moins un  
candidat et, avec le poids du maillage  
relationnel et familial, la forte  
implication des votants porte - aussi -  
le poids de toutes ces connivences.

Le recul de José Rossi

Sept listes - tiens, celles du sondage -  
franchissent la barre des 5 %. 12  
autres, à des titres divers et avec des  
échecs non comparables, restent à la  
porte, où, peut-être pour quelques-  
unes, dans le sas de l'assimilation.  
Ces 12 listes éliminées dépassent à  
peine 30 % des suffrages exprimés.  
Mais cela suffit à tasser l'ensemble  
des résultats, et à rendre impossibles  
les satisfactions bruyantes.

Camille de Rocca Serra arrive en  
tête, avec 14,63 % des voix. Il

semble donc qu'à droite, le jeu se soit  
clarifié : c'est autour du député-maire  
de Porto Vecchio, que Nicolas  
Sarkozy devrait venir soutenir mardi,  
que se fera la reconstruction. José  
Rossi a été victime de cette «  
clarification ». Visiblement, il fallait  
se débarrasser de celui qu'une partie  
de la famille libérale considère  
comme un fauteur de désordre, et les  
injonctions semblaient venir de haut  
Pour les amis de Camille de Rocca  
Serra, évidemment, cette explication  
ne tient pas : l'électorat a besoin de  
cohérence et de clarté. Et il  
sanctionne ceux qu'il ne comprend  
plus et n'arrive pas à suivre. Avec  
6,34 % des voix et une claque dans le  
premier canton d'Ajaccio, José Rossi  
paie ce qu'il avait bien compris qui  
lui manquait, outre la confiance de  
ses pairs : une assise locale forte. Ce  
que possède Camille de Rocca Serra,  
mais aussi Simon Renucci et encore  
plus Emile Zuccarelli. On a beau être  
contre le cumul des mandats, il a  
parfois du bonÉ

Avec Emile Zuccarelli, qui pointe en  
seconde position avec 12,97 % des  
suffrages, c'est la confirmation de la  
prééminence de la gauche «  
républicaine », qui peut rassembler  
sans problème au-delà de sa propre  
famille, et qui poursuit sur la lancée  
du « non » au référendum (ce qui n'a  
pas suffisamment profité à Jérôme  
Polverini). Là aussi, on parle de  
clarté et de confusion. Ainsi, Paul  
Giacobbi, dans cette configuration,  
serait le pendant à gauche de José  
Rossi, moderniste et pragmatique  
pour les uns, fantasque et  
imprévisible pour les autres. Il est  
certain que le président du conseil  
général de Haute-Corse peut être  
déçu de son score (10,46 %), qui est

peu en rapport avec les perspectives  
de changement qu'il proposait.

L'échec corsiste

Avec 12,17 %, les nationalistes  
pouvaient aussi faire mieux et sans  
doute pensaient-ils réaliser un  
meilleur score, qui aurait consacré  
l'enthousiasme de l'union. Mais ils  
ont eux aussi été victimes de la  
dispersion des suffrages en général,  
même si on ne retiendra que les  
quelque 3 % des voix qui sont allés à  
Paul-Félix Benedetti et Serge  
Vandepoorte

Les communistes ont rassemblé sur  
la continuité de leur message  
critiquant la politique sociale du  
gouvernement. Les socialistes,  
atomisés entre la liste de Jean-Marc  
Ciabrini, celle de Vincent Carlotti, en  
partie celle de Jean-Louis Luciani,  
auraient pu faire de même. Mais,  
empêtrés dans leurs contradictions  
internes, dans la discrétion de leur  
militantisme, le soutien accordé par  
certains d'entre eux à Nicolas  
Sarkozy, ils ont perdu en crédibilité  
au sein même de leur sensibilité.  
Simon Renucci a échappé à cet  
écueil, il est vrai bien campé sur son  
socle de voix ajacciennes. Un projet  
complet et un discours dans la  
nuance lui ont fait franchir le cap,  
alors que plusieurs maires de la  
communauté d'agglomération se  
trouvaient sur des listes diverses, et  
donc affaiblissaient un capital qui  
l'avait aidé à être député.

Olivier Martinelli, le candidat FN, a  
fait une belle élection pour sa  
première participation insulaire.  
Visiblement, le « relooking »  
insulaire du parti de Jean-Marie Le  
Pen a trouvé un écho favorable.

En revanche, l'échec est patent pour  
l'UDF de Marie-Louise Ottavi, dont

les conditions de désignation et le marquage « ajaccien » de la campagne ont déconcerté, tout comme le marquage « rural » de la campagne de Jean-Luc Chiappini. A l'opposé, on pourra dire que les

victimes des petites listes sont vraiment ceux qui auraient pu fédérer sur des listes moyennes : Toussaint Luciani et Philippe Ceccaldi, qui peuvent être quelque peu amers, l'originalité de leur message ayant été

noyée dans le torrent général.

Renucci Jacques

**Tous droits réservés : Nice Matin**

**967BF5B376E41629A88C0590E207413296A7BE01E39F3C934EF1AF4**

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)



**Edition de CORSE**

**Mercredi 24 Mars 2004**

## **« Rassembler pour la Corse »**

Camille de Rocca Serra

« Rassembler pour la Corse »

1. Camille de Rocca Serra. 2. Stéphanie Grimaldi. 3. Ange Santini. 4. Christine Guerrini. 5. Antoine Sindali. 6. Joselyne Mattei-Fazi. 7. Jérôme Polverini. 8. Simone Guerrini. 9. Antoine Giorgi. 10. Babette Stofati-Buresi. 11. Jean-Louis Albertini. 12. Marie-Antoinette Brunelli. 13. Jean-Charles Martinetti. 14. Monika Scotto. 15. Jean-Claude Bonacorsi. 16. Christaine Gori-

Matteaccioli. 17. José Galetti. 18. Annie Ricci. 19. Jean-Jacques Panunzi. 20. Gaby Poli Biancarelli. 21. Jean-Martin Mondoloni. 22. Corinne Angeli. 23. Henri Franceschi. 24. Pierrette Lamperti. 25. Jean-Joseph Allegrini Simonetti. 26. Rose-Marie Sarrola-Ottavy. 27. Charles Antoine Casanova. 28. Marie-Ange Pasqualini-Galeazzini. 29. Ange Cherubini. 30. Marie-Ange Paoletti. 31. Marc Frimigacci. 32. Chantal Connault-Leca. 33. Jean-

Claude Galetti. 34. Marie-Claire Mariotti-Leandri. 35. Josph Filippi. 36. Sylvane Retali-Bagué. 37. Pierre Guidoni. 38. Valérie Grimaldi. 39. Paul Cesari. 40. Elisabeth Bocchi-Gironi. 41. Louis Mariani. 42. Xavière Zevaco-Nivaggioli. 43. Roger Simoni. 44. Josiane Luciani Cariou. 45. César Tamagna. 46. Julie Giudicci. 47. Dominique Andréani. 48. Marie-Fanny Giustiniani. 49. Jean-Toussaint Casanova. 50. Marie-Thérèse Grisoni. 51. Jean Jalpi.

**Tous droits réservés : Nice Matin**

**C372E5267A44392198C504E0240381F19AF7840A731934D8EA46662**

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)



**Edition de CORSE**

Lundi 29 Mars 2004

**C. de Rocca Serra**

## **TERRITORIALES 2004 « Il est prématuré de faire des projections »**

C. de Rocca Serra  
TERRITORIALES 2004 « Il est prématuré de faire des projections »  
Camille de Rocca-Serra (UMP) : « Les reports de voix à droite ont très bien fonctionné mais nous allons au delà grâce à la mobilisation de nombreux abstentionnistes. Nous

sommes satisfaits d'être arrivés en tête. C'est le fruit d'une démarche claire et d'une bonne campagne. Nous ne sommes pas loin de la majorité relative que nous avons avec Jean Baggioni, reste à savoir si, face à nous, la gauche est capable de s'unir. Il est encore prématuré de

faire des projections, je dois d'abord consulter mes colistiers et les autres membres du camp libéral. La Corse a besoin de stabilité politique et il ne peut y en avoir sans cohérence. Pour ma part je ne m'engagerais que si je suis sûr de pouvoir mener une certaine politique pour la Corse».

Tous droits réservés : Nice Matin  
1373457C77E4E92BA88D05A0AD04E1499717740B93503F6A7CD7AC2

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)

Lundi 29 Mars 2004

## **TERRITORIALES 2004 Camille de Rocca Serra homme de tous les mandats**

**Elu local, départemental, régional et national, le député maire de Porto Vecchio a expérimenté le suffrage universel sous toutes ses formes**

TERRITORIALES 2004 Camille de Rocca Serra homme de tous les mandats

Elu local, départemental, régional et national, le député maire de Porto Vecchio a expérimenté le suffrage universel sous toutes ses formes

Parmi les gens dont on dit qu'ils ne font pas leur âge, celui qui a mené la liste UMP « Rassembler pour la Corse » à la victoire est né à Porto Vecchio le 21 mai 1954. Il a fait sa scolarité au Collège de Juilly (Oratorien) en Seine-et-Marne, puis a suivi des études d'économie politique et droit (Paris II et René Descartes), et a été assistant parlementaire de 1979 à 1997.

Né dans la politique, élevé dans la politique, Camille de Rocca Serra ne pouvait pas échapper à son destin, dans une trajectoire méthodique et

réfléchie. En septembre 1988, il est élu conseiller général du canton de Porto Vecchio, puis réélu en mars 1992 et mars 1998. En mars 1995, il est élu conseiller municipal de Porto Vecchio, ville dont il devient le maire en novembre 1997, après la démission de son père, Jean-Paul de Rocca Serra.

En mars 1998, Camille de Rocca Serra est élu conseiller territorial, vice-président de l'assemblée de Corse, président de la commission des finances de la CTC. En mars 1999, il revient à l'assemblée de Corse après l'annulation des élections, au sein du groupe Le Rassemblement. Il retrouve ses fonctions précédentes et devient président de son groupe.

En mars 2001, Camille de Rocca Serra est réélu maire de Porto

Vecchio. Il est élu député de la deuxième circonscription de la Corse-du-Sud le 16 juin 2002. A l'Assemblée nationale, Camille de Rocca Serra est membre de la commission des finances.

Intronisé par Nicolas Sarkozy comme « rassembleur » de la droite insulaire, il a, bien que partisan de la simplification administrative, su gérer l'après-référendum avec intelligence, en tranquillisant ceux qui craignaient le retour du débat institutionnel.

Camille de Rocca Serra, ou une vie programmée pour la politique.

Renucci Jacques / pc

Vendredi 2 Avril 2004

## CORSE. Election du président de l'Assemblée, hier

### Rocca-Serra ne veut pas des voix nationalistes

Psychodrames, hier, lors de l'élection du président de l'Assemblée de Corse. Si bien qu'une nouvelle élection aura lieu dimanche, a déclaré hier soir Edmond Simeoni, doyen d'âge de l'Assemblée.

Dans l'après-midi, le député-maire UMP de Porto-Vecchio, Camille de Rocca-Serra, avait pourtant été élu, avant de demander une suspension de séance et de revenir deux heures et demie plus tard annoncer sa démission... pour ne pas accepter les voix des élus nationalistes. Immédiatement, il annonçait un nouveau scrutin, mais le quorum (34 membres) n'était pas atteint, peu avant 20 heures, 19 élus de gauche ayant quitté la salle des séances. M. de Rocca-Serra avait donc été élu au premier tour du scrutin grâce aux

8 voix des élus nationalistes, qui lui avaient permis de recueillir 27 suffrages contre 19 au député-maire PRG de Bastia, Emile Zuccarelli. « J'ai été élu avec les voix de conseillers dont je ne partage pas les idées politiques », a déclaré M. de Rocca-Serra en regagnant l'hémicycle. « J'ai toujours dit que la Corse avait besoin de clarté, de cohérence et de stabilité. Je regrette amèrement que cette conception ne soit pas partagée par certains, qui n'hésitent pas à déstabiliser notre institution et à bafouer l'expression du suffrage universel », a-t-il ajouté. Sur 51 sièges, la droite totalise 19 élus à l'Assemblée de Corse, dont 4 de la liste du président sortant de l'Assemblée, José Rossi, suspendu de l'UMP. Les quatre listes de gauche

comptent 24 élus, mais 4 d'entre eux sont issus de l'ancienne majorité de droite.

Le dirigeant nationaliste Edmond Simeoni a assuré que ses colistiers n'avaient pas cherché à « faire un coup » en votant pour M. de Rocca-Serra. « Nous tendons la main et, quand nous vous tendons la main, vous nous tournez le dos », a-t-il ajouté. « Pourquoi ? Nous sommes des émules de Le Pen, des pestiférés ? »

Les nationalistes avaient annoncé ces derniers jours leur intention de faire échouer par tous les moyens l'éventuelle élection d'Emile Zuccarelli, qu'ils considèrent comme leur « pire ennemi », ou d'un de ses proches, alors que la gauche est théoriquement majoritaire.



Edition de Le Télégramme

Lundi 5 Avril 2004

### A la une

## Corse. L'Assemblée a un président de droite

**La droite, théoriquement très minoritaire à la sortie des urnes le 28 mars, a finalement conservé la présidence de l'Assemblée de Corse avec l'élection hier du député UMP Camille de Rocca Serra.**

La droite préside désormais deux des 22 régions métropolitaines. Après Adrien Zeller vendredi en Alsace, Camille de Rocca Serra - également UMP - a été élu hier président de l'Assemblée de Corse pour la seconde fois.

Après une succession incroyable de revirements depuis les élections territoriales, Camille de Rocca Serra a battu hier au deuxième tour le député-maire PRG de Bastia Emile Zuccarelli, avec 30 voix contre 17, bénéficiant des suffrages des huit élus nationalistes.

Démission après le premier scrutin

Jeudi, lors d'un premier scrutin, Camille de Rocca Serra avait déjà été élu au premier tour, mais en ne recueillant que 19 suffrages, ceux des

élus de droite et ceux des huit nationalistes.

Rejetant ces voix, le député-maire de Porto-Vecchio avait alors démissionné.

Hier, outre les voix des nationalistes, il a recueilli trois suffrages supplémentaires : ceux de conseillers élus sur la liste « d'ouverture » du député PRG Paul Giacobbi mais issus des rangs de la droite.

Une majorité relative plus confortable

Constatant qu'il n'avait donc plus besoin des voix nationalistes pour battre la gauche, le député UMP pouvait accepter de piloter la région, avec une majorité relative d'au moins 22 conseillers.

Cette majorité sera plus confortable que celle de 20 conseillers avec

lesquels la droite a dirigé la précédente mandature, mais la laisse tout de même à la merci d'une alliance entre une partie de la gauche et les nationalistes, même si le scénario est improbable.

Hier, la gauche, dont les quatre listes ont totalisé au soir du second tour des territoriales près de 50 % des suffrages contre moins de 33 % pour les deux listes de droite, n'a pu que constater les dégâts dus à ses éternelles divisions, incapable qu'elle est de ravir une région à sa portée et aux mains de la droite depuis toujours.

Aussitôt après son élection, Camille de Rocca Serra a appelé à l'arrêt de la violence nationaliste.

Lundi 5 Avril 2004

**FRANCEpolitique 24 HEURES**

**L'UMP de Rocca Serra élu président**

**ASSEMBLÉE DE CORSE**

Le député UMP de Corse-du-Sud Camille de Rocca Serra a été élu dimanche à Ajaccio président de l'assemblée de Corse avec 30 voix, contre 17 au député-maire PRG de Bastia Émile Zuccarelli.

M. de Rocca Serra a recueilli, au deuxième tour de scrutin, les suffrages des 19 élus des deux groupes libéraux, ceux de trois élus

du groupe du député PRG Paul Giacobbi, mais issus de la famille de droite, ainsi que les voix des huit élus nationalistes.

M. de Rocca Serra a immédiatement souligné qu'il acceptait la présidence car si un troisième tour avait lieu, il obtiendrait une majorité relative plus forte que M. Zuccarelli sans l'appoint des nationalistes.

M. de Rocca Serra avait été élu une première fois jeudi mais, n'ayant pas pu alors compter sur les voix du groupe Giacobbi, il serait devenu président grâce aux huit voix nationalistes. Il avait donc démissionné deux heures après son élection, rejetant ces huit suffrages nationalistes.



**Edition de TTES + CORSE**

Lundi 5 Avril 2004

**Assemblée de Corse**

## **Camille de Rocca-Serra sur le perchoir**

Assemblée de Corse vote pour la présidence de Raffaelli Jean-Marc / FOURNIL,  
Camille de Rocca-Serra sur le l'assemblée. PISTORESINI  
perchoir  
Jean-Guy Talamoni au moment du

Tous droits réservés : Nice Matin  
0A7D35E57254142EE86B04202906D13E91075107C3223B861D61233

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)

Lundi 5 Avril 2004

## Assemblée de Corse

# Camille de Rocca-Serra sur le perchoir

**La droite a bénéficié de l'exercice de la clarification. L'élection au 2e tour à la majorité absolue est due à l'apport des voix nationalistes. Le nouveau président a néanmoins souligné que même sans elles, il aurait été élu au 3e tour**

Assemblée de Corse

Camille de Rocca-Serra sur le perchoir

La droite a bénéficié de l'exercice de la clarification. L'élection au 2e tour à la majorité absolue est due à l'apport des voix nationalistes. Le nouveau président a néanmoins souligné que même sans elles, il aurait été élu au 3e tour

Mon devoir, et celui de tous, est de respecter l'institution de la Corse, de travailler au service de toute la population qui attend que nous soyons porteurs de ses espoirs, vigilants aux intérêts supérieurs de notre île, que nous faisons preuve de clairvoyance et d'intégrité dans toutes nos décisions ».

C'est au bout de trois bonnes heures - les deux tiers en interruptions - que Camille de Rocca-Serra a pu accéder au perchoir de l'Assemblée de Corse. Une séance un peu moins tendue et un peu plus claire dans son déroulement dans la mesure où les pensées versatiles ont, cette fois, un peu moins épousé le moule des événements.

On craignait de voir la Corse éligible à un autre PEI, celui de la Présidence Extraordinairement Indécise mais il n'aura fallu que deux tours pour qu'une majorité absolue se dégage en faveur de Camille de Rocca-Serra, voix nationalistes comprises. Mais, en définitive, on aura préféré les sabots de la clarification aux talons aiguilles de l'hypocrisie

« Les deux tours »

C'est avec sobriété que le doyen Edmond Simeoni a présidé la séance.

Comme prévu, Pierre Chaubon (liste Simon Renucci) s'est déclaré après mille Zuccarelli. Pour faire bonne mesure au sein de cette gauche qui voulait se compter séparément, Dominique Bucchini a brigué les suffrages.

Lors de ce premier tour, Camille de Rocca-Serra est arrivé en tête avec 21 suffrages : ses 19 élus plus 2 issus de la liste de Paul Giacobbi, Pascale Bizzari et Hélène Luciani-Padovani. Derrière, Pierre Chaubon avec 15 voix : les 4 de sa liste, les 8 nationalistes et 3 de Giacobbi (Antoine Ottavi, Geneviève Filippi et Jean-Claude Guazzelli). Mille Zuccarelli a retrouvé ses 9 suffrages plus celui de Paul Giacobbi.

Dominique Bucchini réunissant les 4 voix de sa propre liste. Après une interruption interminable, Pierre Chaubon jetait l'éponge : « La situation est assez complexe pour ne fermer la porte à personne.

« Nous voulions donner une nouvelle chance à la gauche mais pour ne pas ajouter à la confusion, je me retire ». Dominique Bucchini l'imitant, le deuxième tour, décisif, se résumait au duel classique droite/gauche dont Camille de Rocca-Serra sortait largement vainqueur devant mille Zuccarelli auquel on avait tenté, à l'évidence, de faire porter le chapeau de la défaite de la gauche.

Cette fois, Camille de Rocca-Serra acceptait le verdict des urnes car, expliquera-t-il plus tard, sans les voix nationalistes il aurait été élu au troisième tour à la majorité relative.

Passe d'armes

Entre les deux tours, les explications

de vote ont vite tourné au débat politique. Un exercice de joute oratoire auquel nul n'a jamais su résister en ces lieux.

Jean-Guy Talamoni a lancé les premières banderilles pour regretter le refus par Pierre Chaubon des suffrages nationalistes : « Nous avons tendu la main pour construire autre chose. Certains ont répondu. Les autres foulent notre espoir en usant de l'anathème et de l'exclusion de 25 000 électeurs qu'on prive ainsi de droits civiques. Ce n'est pas de bon augure pour la suite ». Nicolas Alfonsi a répliqué que le moment n'était pas au débat : « Ne torturez plus le suffrage universel. Vous êtes libres de présenter vos candidats. La main tendue est tout de même assujettie à quelques préalables ». Dominique Bucchini a saisi la balle au bond pour demander aux nationalistes de s'interroger sur le rejet de leurs suffrages : « Tant que subsistera la violence, il y aura des voies bouchées ». Philippe Ceccaldi a précisé qu'il avait parlé avec tous et négocié avec personne alors que Jean-Claude Guazzelli, qui aura eu le mérite de rester fidèle à sa ligne de conduite, a fustigé l'attitude de Pierre Chaubon et dit son regret d'avoir voté pour lui.

« Sans la violence »

Une fois installé sur son fauteuil, le nouveau président a eu une pensée émue pour son épouse et pour son père : « Je lui dois d'être ce que je suis et les valeurs dont il m'a pétri ». Sur un ton solennel, il a demandé à ceux qui cautionnent la violence d'y

renoncer : « Sans elle bien des choses seraient possibles. Cessons de nous affronter. Sachons-nous retrouver sur l'essentiel car la tâche est immense ». Il a eu enfin un mot pour les femmes dont il est sûr qu'elles apporteront plus de vitalité et plus de sérénité. Il aura, c'est vrai, fallu jouer les équilibristes pour trouver enfin un

point d'équilibre. Malgré tout, la Corse n'est peut-être pas destinée au désordre permanent. Mais l'avenir vaudra, bien sûr, ce que le nouveau gouvernement de la Corse en fera. Maintenant que les convulsions sont apaisées, c'est à lui de jouer. Le doyen de l'assemblée, Edmond Simeoni, passe le flambeau au

nouveau président Camille de Rocca-Serra.

Raffaelli Jean-Marc / FOURNIL,  
PISTORESI

**Tous droits réservés : Nice Matin**  
**3375154070E4D025B88B0A90FB04213B90E7710B0358345D6CF3A27**

[www.pressedd.fr](http://www.pressedd.fr)

## Camille de Rocca Serra veut apaiser les esprits

**Au cours de la première session de l'assemblée de Corse, le président a fait part de sa volonté de réunir tous les groupes politiques dans une commission informelle pour examiner la situation de l'île**

Camille de Rocca Serra veut apaiser les esprits

Au cours de la première session de l'assemblée de Corse, le président a fait part

de sa volonté de réunir tous les groupes politiques dans une commission informelle

pour examiner la situation de l'île

Quelques heures après le placement en garde à vue de Jean-Guy Talamoni, la première séance de l'assemblée de Corse ne pouvait être que très politique.

De manière paradoxale, alors que le chef de file du groupe Unione Naziunale était transféré à Paris, Camille de Rocca Serra acceptait « la main tendue » des nationalistes. Pour le président de l'assemblée de Corse, la violence constitue un frein au retour de la paix et au développement.

En condamnant la violence et notamment les derniers attentats, il a indiqué : « La Corse va-t-elle longtemps subir la contrainte douloureuse d'une telle situation ? La population doit-elle s'incliner devant la force ? Cette question ne se pose pas. Les 25 000 électeurs qui ont adhéré à la démarche de la liste Unione Naziunale doivent-ils être ignorés ? Certainement pas, de même que ces électeurs ne peuvent ignorer tous ceux qui ne partagent pas leurs idées. Il faut donc se rendre à l'évidence. Ceux qui pratiquent ou cautionnent la violence détiennent principalement la clé du déblocage qu'attendent depuis si longtemps nos compatriotes. »

Pas de nouvelle évolution

institutionnelle

Camille de Rocca Serra a ainsi annoncé qu'il était disposé à réunir les représentants de tous les groupes politiques de l'assemblée dans une commission informelle qui pourra librement examiner la situation de l'île et les problèmes qui se posent à elle. « C'est ce qu'avait fait Jean-Paul de Rocca Serra, il y a une dizaine d'années, dans un esprit d'apaisement après les drames qui, alors, ensanglantaient la Corse » a-t-il précisé, en rappelant qu'il était opposé à toute nouvelle évolution institutionnelle.

Le président du conseil Exécutif, Ange Santini, s'est associé aux propos de Camille de Rocca-Serra. « Nous sommes dans une situation de blocage et personne n'a intérêt à ce qu'elle perdure. Je crois qu'il est utile que le groupe informel de réflexion puisse, en toute franchise, parler de la situation. Le dialogue vaut toujours mieux que l'ignorance mutuelle ou l'affrontement. »

Une suspension d'une semaine

Dans l'hémicycle, cette politique de « la main tendue » n'a pas été approuvée par tous les groupes et notamment dans les rangs de l'opposition. Nicolas Alfonsi a fait savoir qu'il n'appréciait pas cette « acceptation » : « L'espace de dialogue est dans l'hémicycle. D'autant plus que cette commission abordera des thèmes dont nous ne sommes pas compétents, comme par exemple la violence où le problème des prisonniers politiques ». De son côté Dominique Bucchini a glissé «

qu'aucune main n'est refusée, mais avec un rameau d'olivier ».

C'est après ces discours d'ouverture que le groupe d'élus nationalistes a décidé de quitter la séance pour protester solennellement contre l'arrestation de leur collègue Jean-Guy Talamoni. Ils se sont toutefois réjoui que la majorité accepte d'ouvrir le dialogue. Après une interruption de séance de plus de deux heures - conférence des présidents oblige -, l'ordre du jour a repris son cours normal. Le règlement intérieur légèrement modifié a été adopté et l'élaboration des commissions organiques « évoquée ». En effet, les nationalistes étant absents, l'assemblée n'a pas pu approuver la constitution des commissions. Il en était de même pour la désignation des membres au conseil d'administration de la Compagnie Corse Méditerranée. Le président de l'assemblée a donc décidé de suspendre la séance pour une semaine - la plus longue depuis la création de l'institution - afin que chaque groupe puisse désigner ses représentants.

Toutes ces décisions seront entérinées, vendredi 23 avril, à partir de 15 heures.

Camille de Rocca Serra a ainsi annoncé qu'il était disposé à réunir les représentants de tous les groupes politiques de l'assemblée.

Casanova Paule / LUCCIONI

Mardi 20 Avril 2004

## **Camille de Rocca dénonce «le recours à la violence »**

Camille de Rocca dénonce «le recours à la violence »

Camille de Rocca Serra, député de la Corse-du-Sud et président de l'Assemblée de Corse « condamne avec la plus grande fermeté les actions violentes qui ont suivi la manifestation de samedi à Bastia.

Si manifester est un droit fondamental de notre république, les organisateurs doivent prendre les

mesures nécessaires au bon déroulement de leur manifestation notamment au moment de sa dispersion. En aucun cas le recours à la violence ne peut être toléré et il est inadmissible que certains instrumentalisent de petits groupes, souvent très jeunes, pour commettre des actions pénalement répréhensibles.

Camille de Rocca Serra affirme toute

sa solidarité à l'égard des deux fonctionnaires de police et du sapeur pompier victimes de l'extrême violence de certains manifestants. Il déplore que les riverains aient été pris au piège de ces scènes d'émeute et que ces images de « guérilla urbaine » viennent ternir, une nouvelle fois, l'image de la Corse. »

Edition de CORSE

Lundi 24 Mai 2004

## Déménagement des gendarmes

# L'étonnement de Camille de Rocca Serra

Déménagement des gendarmes  
L'étonnement de Camille de Rocca Serra  
Camille de Rocca Serra président de l'assemblée de Corse, député-maire de Porto-Vecchio, nous prie d'insérer :  
« C'est avec le plus grand étonnement, qui confine à la désagréable surprise, que j'ai pris connaissance hier du déménagement précipité des cantonnements d'escadrons de gendarmes mobiles

installés de longue date à Calvi et à Porto-Vecchio.  
Cette décision unilatérale contrevient en effet aux règles habituellement d'usage qui prévalent dans de tels cas de figures.  
Avant de prendre pareille décision, il est en effet de coutume que les autorités en réfèrent aux élus afin d'envisager les conséquences en matière de sécurité publique ou d'impact économique sur la microrégion concernée.

Ce déménagement, de surcroît à la veille de la pleine saison touristique, me semble en tous points inapproprié.  
Aussi, je ne manquerai pas de saisir toutes les autorités compétentes au niveau national afin d'obtenir davantage d'explications et d'envisager une issue plus favorable à ce problème qui ne peut rester en l'état. »

Mardi 21 Septembre 2004

## Condamnation du racisme

# Camille de Rocca-Serra : « Pour une Corse solidaire et tolérante »

### Condamnation du racisme

Camille de Rocca-Serra : « Pour une Corse solidaire et tolérante »

« Camille de Rocca Serra, président de l'assemblée de Corse, n'ayant pu se rendre à la manifestation organisée le samedi 18 septembre à Corte à l'appel de nombreuses associations, tenait à rappeler son engagement ferme et déterminé pour une Corse solidaire, tolérante et fraternelle. Cette certaine idée de la Corse, Camille de Rocca Serra l'a mise en avant en faisant part de sa solidarité aux victimes à l'occasion des attentats racistes qui ont frappé notre île et affligé notre société. Préoccupé par la montée du racisme et de la xénophobie, il a par ailleurs évoqué ce problème lors de son discours d'ouverture de la 2e session ordinaire de l'assemblée de Corse, le 1er septembre dernier :

« Ces derniers mois ont été marqués par le retour de comportements que l'on voudrait voir révolus.

Il règne dans notre île un climat pesant empreint d'une violence larvée, qui est inacceptable et insupportable pour la population.

Le racisme et la xénophobie marquent de leur empreinte des attentats et des déclarations intolérables (...). A travers les communautés étrangères vivant sur notre île, ce sont les valeurs de la République et nos valeurs ancestrales d'accueil et de respect qui sont bafouées (...)

Qui peut se reconnaître dans le visage haineux que nous offrons à la

France, à l'Europe et au monde ? Quand l'International Herald Tribune relate la montée de la xénophobie dans l'île à des millions de lecteurs, qui peut espérer promouvoir efficacement la Corse ?

Se félicitant du succès de la manifestation de samedi, le président Camille de Rocca Serra se montrera particulièrement attentif aux suites données à cette mobilisation. »

Emile Zuccarelli :

« Une dérive raciste »

Emile Zuccarelli, député-maire de Bastia, nous prie d'insérer :

«Je condamne avec la plus grande fermeté la tentative d'attentat qui a visé, dans la nuit de vendredi à samedi, le véhicule d'un fonctionnaire du consulat du Maroc à Bastia. Cette nouvelle action violente participe de ce climat de haine que certains tentent de développer dans notre île contre telle ou telle partie de la population en fonction de ses origines.

Ces actes sont aux antipodes des convictions de l'immense majorité des Corses attachée aux valeurs citoyennes, humanistes et républicaines. Cette immense majorité des corses qui garde, elle, en mémoire, le rôle joué notamment par les goumiers venus du Maroc pour notre libération dès 1943. Il ne faut pas s'étonner malheureusement, que les slogans d'exclusive et les démarches ethnistes développés au cours des trois dernières décennies par certaines organisations séparatistes débouchent, aujourd'hui,

sur la dérive raciste d'une minorité d'activistes inquiétantes.

J'ai noté avec satisfaction la détermination du Préfet de Corse à lutter contre ces agissements et je veux redire ma solidarité et mon soutien à toutes celles et tous ceux qui en acte ou en paroles peuvent être victimes d'actes racistes.»

Collectif du socialisme :

« Une fois de trop »

On nous prie d'insérer : « Une fois de plus, une fois de trop, dans une terrifiante banalisation, la vie d'un homme n'a rien pesé devant la détermination criminelle de ceux qui, semaine après semaine, minent la société corse en sapant ce qu'il y a de plus universel dans les valeurs dont elle se revendique.

Le collectif régional des assises du socialisme en Corse exprime son émotion face à l'horreur de l'assassinat de monsieur Mohamed El Gouy, gérant d'une station service d'Ajaccio, dernière victime d'une trop longue suite de crimes. Crimes insupportables, quelles que soient les victimes, leur origine, la couleur de leur peau, qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une action raciste ou mafieuse.

Aucun motif ne peut justifier l'assassinat d'un être humain : le respect de la vie des hommes est une valeur universelle qui fonde toute société démocratique.

Le collectif apporte son soutien aux familles endeuillées et les assure de sa plus vive sympathie ».

Samedi 20 Novembre 2004

## Le Conseil d'Etat valide les élections territoriales

**Du coup, après notification officielle de la décision, les parlementaires auront un délai d'un mois pour abandonner un mandat Ange Santini va, lui, céder sa fonction exécutive de maire de Calvi**

Le Conseil d'Etat valide les élections territoriales

Du coup, après notification officielle de la décision, les parlementaires auront un délai d'un mois pour abandonner un mandat Ange Santini va, lui, céder sa fonction exécutive de maire de Calvi

Le Conseil d'Etat a pris hier la décision de valider les élections territoriales du mois de mars, en estimant que la liste nationaliste Unione nazionale n'était pas fondée à demander l'annulation du deuxième tour des élections du 28 mars 2004 pour le renouvellement de l'assemblée de Corse. Edmond Simeoni et Jean-Guy Talamoni avaient introduit un recours auprès du Conseil d'Etat en faisant notamment valoir que de nombreuses procurations parmi les 1 390 ayant donné lieu à vote dans la commune d'Ajaccio auraient été établies irrégulièrement et devraient être écartées du décompte total des voix qui a conduit à priver la liste qu'ils conduisaient d'un neuvième siège qui aurait été acquis avec 143 suffrages de plus.

Mais la haute juridiction a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, Yann Aguila, qui avait estimé que la production des procurations présumées irrégulières était en nombre « trop faible pour en tirer les conséquences sur les résultats du scrutin ».

La sincérité des élections est donc juridiquement avérée.

Les Corses ne retourneront donc pas aux urnes.

Les parlementaires aux premières loges du cumul

En revanche, cette décision a une

incidence directe sur le cumul des mandats et des fonctions exécutives.

Le recours devant le Conseil d'Etat était suspensif mais dès que la notification sera officiellement délivrée, dans un délai pouvant aller d'une à deux semaines au maximum, les élus touchés par la disposition auront un mois pour « sacrifier » un mandat.

Ce sont évidemment les parlementaires de l'île qui sont concernés au premier chef. Exceptés Paul Giacobbi et Simon Renucci qui, eux, avaient décidé de démissionner rapidement de leur mandat de conseiller territorial dans les jours qui ont suivi la consultation perdue par la gauche.

Le choix reste entier pour :

- Camille de Rocca-Serra : s'il ne s'est pas encore prononcé, il est probable que le député de la Corse-du-Sud et président de l'assemblée de Corse sera amené à céder son fauteuil de maire de Porto-Vecchio. Ce qui doit déjà constituer pour lui un choix douloureux. Peut-être le fera-t-il au profit de son premier adjoint, Georges Mela. Mais il lui reste environ six semaines pour prendre sa décision.

- Nicolas Alfonsi : sénateur et conseiller général de la Corse-du-Sud lui aussi pourrait être amené à laisser son siège à l'assemblée de Corse mais, joint par nos soins hier soir, il a simplement déclaré : « Je prendrai ma décision en temps voulu ». La sagesse même.

- Émile Zuccarelli : le député-maire de Bastia qui est aussi président de la Communauté d'agglomération de Bastia a, pour sa part, déjà fait son choix : il confiera à un de ses

colistiers le soin de prendre son siège dans l'hémicycle territorial : « J'étais présent pour assister à la mise en route de la nouvelle majorité mais mon retrait ne m'empêchera pas de suivre très attentivement les travaux de l'assemblée de Corse ».

Ange Santini va proposer un successeur pour Calvi

Frappé par le cumul des fonctions exécutives, Ange Santini, président du Conseil exécutif et maire de Calvi n'aura, pour sa part, pas le dilemme du choix à faire. Dès la notification, il va céder sa fonction la plus ancienne, à savoir celle de maire. Mais il conservera toutefois, et c'est important de le préciser, son mandat de conseiller municipal.

Obéissant à la procédure du Code général des Collectivités territoriales, le préfet de Haute-Corse, lui-même rendu destinataire de la notification, va adresser un courrier au premier adjoint afin de demander que l'on procède à la désignation d'un nouveau maire à Calvi.

« Le moment venu je proposerai le nom d'un successeur. Mais lorsque je serai amené à quitter mon fauteuil de maire, je ne m'éloignerai pas pour autant des responsabilités qui se rattachent à la conduite de tous les dossiers qui concernent la ville de Calvi. Je serai présent demain comme je le suis aujourd'hui ».

Ange Santini, qui ne précise pas si ce sera un homme ou une femme qu'il lui succédera, n'exclut pas non plus la possibilité de se porter candidat à un poste d'adjoint.

J.-M. R.

Rault Jean-Marie

Mardi 21 Décembre 2004

## Camille de Rocca Serra n'est plus maire de Porto-Vecchio

**Touché par la loi sur le cumul des mandats, il a choisi de conserver son siège de député et la présidence de l'Assemblée de Corse. C'est le 1er adjoint Georges Mela qui devrait lui succéder à la tête de la commune**

Camille de Rocca Serra n'est plus maire de Porto-Vecchio

Touché par la loi sur le cumul des mandats, il a choisi de conserver son siège de député et la présidence de l'Assemblée de Corse. C'est le 1er adjoint Georges Mela qui devrait lui succéder à la tête de la commune

C'est fait ! Camille de Rocca Serra a démissionné de ses fonctions de maire et de conseiller municipal de Porto-Vecchio. Il l'a annoncé officiellement hier soir, à l'occasion de la fête de Noël des enfants du personnel communal : « Je me devais de réserver cette information au personnel de la commune qui a travaillé à mes côtés pour le bien de Porto-Vecchio. C'était un choix difficile. Entre celui du coeur et celui de la raison, j'ai fait le second. C'est un choix très politique, il n'y avait pas d'autres solutions au niveau de la Région. Mais je ne vous quitte pas, je ne quitte pas Porto-Vecchio, je m'occuperai de notre ville autrement ».

Georges Mela candidat

Depuis son élection à l'assemblée de Corse, on savait que Camille de Rocca Serra serait contraint d'abandonner un de ses mandats. Le recours en conseil d'état, introduit par l'Unione Naziunale, lui avait accordé un sursis, mais ce scrutin ayant été validé, il n'avait plus d'autres choix.

Il hésitait entre l'assemblée de Corse et la mairie de Porto-Vecchio, d'autant que, contrairement à Ange Santini à Calvi, Camille de Rocca Serra n'avait pas la possibilité légale de rester adjoint, pas même simple conseil municipal. L'assemblée communale de Porto-Vecchio se réunira donc dans la première semaine de janvier pour élire un

nouveau maire.

Dans l'attente c'est le 1er adjoint, Georges Mela, qui assurera l'intérim. Conseiller municipal depuis 1983, il a toute la confiance de Camille de Rocca Serra qui l'a d'ailleurs intronisé hier soir comme candidat officiel pour prendre les rênes de la troisième ville de Corse.

Une page se tourne

Pour Porto-Vecchio, c'est une page de l'histoire politique locale qui se tourne. Pour la première fois depuis bien longtemps, le maire ne sera pas un De Rocca Serra.

Après Camille de Rocca Serra avant-guerre et un intermède de gauche après la libération, Jean-Paul de Rocca Serra avait été élu en 1947.

En 1997, il laissait la place à son fils Camille qui a été brillamment réélu en 2001.

Dans la foulée, « l'héritier » reprenait, en 2002, le siège de député, avant de devenir président de l'assemblée de Corse en avril 2004.

Sur le plan local, après le rapprochement opéré avec l'ex opposition du RDAC, il laisse à Georges Mela une majorité confortable.

Une stabilité qu'il lui faudra maintenir jusqu'aux prochaines municipales.

Camille de Rocca Serra a annoncé sa démission à l'occasion de l'arbre de Noël du personnel communal.

Ciabrini Pierre / CIABRINI

Tous droits réservés : Nice Matin

DE74257D77A4852408CC0190F70EA19995D7A90173DD3FE511EBAC4

www.pressedd.fr

